



Arrêt

n° 308 264 du 13 juin 2024
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître N. EL JANATI
Rue Lucien Defays 24-26
4800 Verviers

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite par J-Box le 10 juin 2024, par X, qui déclare être de nationalité Kosovare, tendant à la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution de l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue de son éloignement (annexe 13septies), pris le 2 juin 2024, lui notifié le 3 juin 2024.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980.

Vu le titre II, chapitre II, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après dénommé le « Conseil »).

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 10 juin 2024 convoquant les parties à comparaître le 13 juin 2024 à 10h30.

Entendu, en son rapport, E. MAERTENS, présidente de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me M. SNAPPE *loco* Me N. EL JANATI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me D. STEINIER *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les faits utiles à l'appréciation de la cause.

Le requérant, de nationalité kosovare, a déclaré être arrivé en Belgique le 15 janvier 2009. Le lendemain, il a introduit une demande de protection internationale. Le 9 juin 2009, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après « le CGRA ») a pris une décision de refus de statut de réfugié et de refus de statut de protection subsidiaire. Le 7 janvier 2010, le CGRA a retiré cette décision. Le recours introduit à l'encontre de cette décision a été déclaré sans objet par le Conseil de céans dans un arrêt n° 43 565 du 20 mai 2010. Le 20 juillet 2010, le CGRA a pris une nouvelle décision de refus de statut de réfugié et de refus de statut de

protection subsidiaire. Le 23 juin 2011, un ordre de quitter le territoire – demandeur de protection internationale (annexe 13quinquies) a été délivré au requérant.

Le 17 avril 2010, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire avec décision de remise à la frontière et décision de privation de liberté à cette fin à l'encontre du requérant. Le recours introduit à l'encontre de cette décision a été déclaré sans objet par le Conseil de céans dans un arrêt n° 184 490 du 28 mars 2017, le requérant ayant été rapatrié le 10 mai 2012.

Le 22 décembre 2012, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement et une interdiction d'entrée d'une durée de trois ans à l'encontre du requérant. Le recours introduit à l'encontre de cette décision dans le rôle linguistique néerlandophone a été rejeté par le Conseil de céans dans un arrêt n° 114 410 du 26 novembre 2013. Le recours introduit à l'encontre de cet arrêt a été déclaré non-admissible par le Conseil d'Etat par une ordonnance n° 140.156 du 16 décembre 2013. Le recours introduit à l'encontre de cette décision dans le rôle linguistique francophone a été rejeté par le Conseil de céans dans un arrêt n° 218 607 du 21 mars 2019.

Le 11 janvier 2013, le requérant a introduit une deuxième demande de protection internationale. Le 31 janvier 2013, le CGRA a pris une décision de refus de statut de réfugié et de refus de statut de protection subsidiaire. Cette décision a été confirmée par le Conseil de céans dans un arrêt n° 97 864 du 26 février 2013. Le 14 janvier 2013, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire – demandeur de protection internationale (annexe 13quinquies) et une décision de maintien dans un lieu déterminé à l'encontre du requérant.

Le 20 septembre 2013, le requérant a introduit une demande de protection internationale en France. Le 22 octobre 2013, la France a demandé la reprise en charge du requérant par la Belgique. Le 30 octobre 2013, la Belgique a accepté cette demande.

Le 15 novembre 2013, un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre du requérant. A la même date, il a été écroué à la prison de Lantin. Le 7 mai 2014, le requérant a été condamné par le Tribunal correctionnel de Verviers à une peine de 40 mois d'emprisonnement, avec un sursis de 5 ans pour la moitié de la peine, pour des faits de vol, à l'aide d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs, de tentative de vol, à l'aide d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs et d'association de malfaiteurs dans le but de commettre des délits.

A une date indéterminée, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi du 15 décembre 1980 »). Le 20 janvier 2014, la ville de Verviers a pris une décision de non prise en considération de cette demande.

Le 10 juin 2014, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement (annexe 13septies) ainsi qu'une interdiction d'entrée (annexe 13sexies) d'une durée de huit ans à l'encontre du requérant. Les recours à l'encontre de ces décisions ont été rejetés par le Conseil de céans dans des arrêts n° 130 329 et n° 130 331 du 29 septembre 2014. Le 24 juin 2014, le requérant a été rapatrié.

Le 7 juillet 2015, le requérant a été condamné par le Tribunal correctionnel de Verviers à une peine de 10 mois d'emprisonnement pour des faits de menace verbale ou écrite, avec ordre ou condition, d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'une peine criminelle, port d'arme à feu sans autorisation ou permis, menace par gestes ou emblèmes d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'une peine criminelle, et séjour illégal.

Le 10 novembre 2015, le requérant a été condamné par la Cour d'appel de Liège à 15 mois d'emprisonnement, avec un sursis de 5 ans sauf détention préventive, pour des faits de vol, à l'aide d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs, de tentative de vol, à l'aide d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs.

Le 12 mai 2016, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement (annexe 13septies) ainsi qu'une interdiction d'entrée (annexe 13sexies) d'une durée de huit ans à l'encontre du requérant. Le recours introduit à l'encontre de ces décisions a été rejeté par le Conseil de céans dans un arrêt n° 221 652 du 23 mai 2019.

Le 30 novembre 2018, le requérant a été arrêté suite à des faits de violences intrafamiliales et détenu provisoirement à la prison de Lantin.

Le 7 décembre 2018, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement (annexe 13septies) ainsi qu'une interdiction d'entrée (annexe 13sexies) d'une durée de huit ans à l'encontre du requérant.

Le 4 avril 2022, le requérant a été condamné par le tribunal correctionnel d'Eupen à une peine de travail de 80 heures (avec emprisonnement subsidiaire de 8 mois) et à une amende, avec sursis de 3 ans, de 100 EUR (avec emprisonnement subsidiaire de 2 mois) pour des faits de coups et blessures volontaires, envers époux ou cohabitant.

Le 5 avril 2022, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement (annexe 13septies) à l'encontre du requérant. Le recours de suspension en extrême urgence introduit à l'encontre de cette décision a été rejeté dans un arrêt du Conseil de céans n° 271 270 du 13 avril 2022.

Le 11 janvier 2023, le requérant a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en tant que père d'une ressortissante belge mineure d'âge. Le 11 juillet 2023, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois à l'encontre du requérant. Un arrêt du Conseil n° 306 701 du 16 mai 2024 a rejeté le recours introduit à l'encontre de cette décision.

Le 2 juin 2024, la partie requérante a fait l'objet d'un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement ainsi que d'une interdiction d'entrée.

La première décision constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« BEGRÜNDUNG DES BESCHLUSSES

UND DER TATSACHE, DASS KEINE FRIST EINGERÄUMT WIRD, DAS STAATSGEBIET ZU VERLASSEN:

Der Betreffende wurde vor Beschlussfassung am 02.06.2024 von den Diensten der Polizeizone Weser-Goehl vernommen und seine Aussage wurde berücksichtigt.

Die Anweisung das Staatsgebiet zu verlassen wird in Anwendung der folgenden Artikel des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und auf der Grundlage folgender Sachverhalte und/oder Feststellungen ausgestellt:

Artikel 7 Absatz 1:

x 1. wenn er im Königreich verbleibt, ohne Inhaber der aufgrund von Artikel 2 des Gesetzes erforderlichen Dokumente zu sein. Der Betreffende besitzt zum Zeitpunkt seiner Festnahme weder einen gültigen Pass noch einen gültigen Einreisestempel oder einen gültigen Aufenthaltstitel. Er legt lediglich einen kosovarischen Personalausweis vor.

x 3. wenn aufgrund seines Verhaltens davon ausgegangen wird, dass er die öffentliche Ordnung beeinträchtigen könnte.

Es ist ein Protokoll erstellt worden, in dem ihm folgende Verstöße zur Last gelegt werden: Diebstahl mit Einbruch in einem Altersheim. (Protokoll der Polizei von Weser – Goehl).

In der Vergangenheit wurde die Betreffende 4-mal verurteilt.

07.05.2014: Diebstahl mit Einbruch und Bandenbildung: 40 Monate Gefängnis

07.07.2015: Drohungen und verbotenes Tragen von Waffen: 10 Monate Gefängnis

10.11.2015: Diebstahl mit Einbruch: 15 Monate Gefängnis

04.04.2022: Körperverletzung und Angriff auf einen Partner - Zivildienst von 80 Stunden

In Anbetracht der gewinnbringenden Art dieser Taten, die Wiederholung und der sozialen Auswirkung dieser Taten kann geschlussfolgert werden, dass der Betreffende aufgrund seines Verhaltens die öffentliche Ordnung beeinträchtigen könnte.

x 13 wenn gegen den Ausländer eine Entscheidung ergangen ist, die dazu führt, dass ihm der Aufenthalt verweigert oder sein Aufenthalt beendet wird.

Der am 11.01.2023 gestellte Antrag auf Familienzusammenführung mit einem belgischen Kind wurde am 11.07.2023 mit Anlage 20 abgelehnt. Die am 10.8.2023 eingereichte Berufung gegen diese Entscheidung wurde am 16.05.2024 vom Rat für Ausländerstreitsache abgelehnt.

Der Betreffende gibt an, hier mit seiner Frau und 2 Kindern zu leben.

Der Antrag auf Familienzusammenführung wurde aufgrund der 4 Verurteilungen gegen die Öffentlichkeit des Betroffenen abgelehnt.

07.05.2014: Diebstahl mit Einbruch und Bandenbildung: 40 Monate Gefängnis

07.07.2015: Drohungen und verbotenes Tragen von Waffen: 10 Monate Gefängnis

10.11.2015: Diebstahl mit Einbruch: 15 Monate Gefängnis

04.04.2022: Körperverletzung und Angriff auf einen Partner - Zivildienst von 80 Stunden Heute wurden weitere 2 Protokollen wegen Diebstahls gegen die Betreffende erstellt.

Angesichts der wiederholten Verurteilungen und der Tatsache, dass die betroffene Person heute wegen ähnlicher Straftaten aufgefundener wurde, können wir davon ausgehen, dass von der betroffenen Person eine Gefahr für die Allgemeinheit ausgeht. Eine Gesellschaft hat das Recht, ihre Bürger vor solchen Tatsachen zu schützen. Die Tatsache, dass die Familie der betroffenen Person in Belgien wohnen würde, kann daher im Rahmen der Bestimmungen von Artikel 8 Absatz 1 EMRK nicht aufrechterhalten werden, da die betroffene Person Verstöße begangen hat, die sich nachteilig auf die öffentliche Ordnung des Landes im Sinne von Artikel 8 Absatz 1 EMRK auswirken Artikel 8§ 2 EMRK. Aus den Bestimmungen des zweiten Absatzes der Kunst. Art. 8 EMRK zeigt, dass das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens nicht absolut ist.

In Anbetracht dessen, dass die Gesellschaft das Recht hat, sich vor betroffenen Personen zu schützen, die ihre Gesetze und Regeln nicht respektieren, in Anbetracht dessen, dass die öffentliche Ordnung geschützt werden muss und dass die Entfernung aus dem Königreich eine geeignete Maßnahme zu diesem Zweck ist. Die Gefahr, die der Betroffene für die öffentliche Ordnung darstellt, überwiegt daher die privaten Interessen, die er gemäß Artikel 8 EMRK geltend machen kann.

Der Betreffende hatte alle Mittel in der Hand, sich zu bessern, entschied sich jedoch bewusst dafür, seine kriminellen Aktivitäten fortzusetzen.

Die Entscheidung sowohl vom 11.07.2023 als auch heute ist daher ausschließlich auf das eigene Verhalten des Betroffenen zurückzuführen.

Der Betreffende hat nicht erklärt gesundheitliche Probleme zu haben.

Ein Verstoß gegen Artikel 3 oder 8 EMRK wird nicht plausibel gemacht.

So hat der Beauftragte des Staatssekretärs in seinem Entfernungsbeschluss die Bestimmungen von Artikel 74/13 berücksichtigt.

Artikel 74/14 Grund, aus dem keine Frist für eine freiwillige Ausreise eingeräumt wurde:

x Artikel 74/14 § 3 Nr. 1: Es besteht Fluchtgefahr.

x Artikel 74/14 § 3 Nr. 3: Der Drittstaatsangehörige stellt eine Gefahr für die öffentliche Ordnung dar. Bei dem Betreffenden besteht Fluchtgefahr:

4. Der Betreffende hat deutlich gemacht, eine Entfernungsmaßnahme nicht befolgen zu wollen.

Der Betreffende hat der Anweisung das Staatsgebiet zu verlassen, die ihm am 06.07.2022 notifiziert worden ist, nicht Folge geleistet. Er hat nicht nachgewiesen, dass er diesen Beschluss ausgeführt hat.

Es ist ein Protokoll erstellt worden, in dem ihm folgende Verstöße zur Last gelegt werden: Diebstahl mit Einbruch in einem Altersheim. (Protokoll der Polizei von Weser – Goehl).

In der Vergangenheit wurde die Betreffende 4-mal verurteilt.

07.05.2014: Diebstahl mit Einbruch und Bandenbildung: 40 Monate Gefängnis

07.07.2015: Drohungen und verbotenes Tragen von Waffen: 10 Monate Gefängnis

10.11.2015: Diebstahl mit Einbruch: 15 Monate Gefängnis

04.04.2022: Körperverletzung und Angriff auf einen Partner - Zivildienst von 80 Stunden

In Anbetracht der gewinnbringenden Art dieser Taten, die Wiederholung und der sozialen Auswirkung dieser Taten kann geschlossen werden, dass der Betreffende aufgrund seines Verhaltens die öffentliche Ordnung beeinträchtigen könnte.

Rückführung zur Grenze

Der Betreffende wurde vor Beschlussfassung am 02.06.2024 von den Diensten der Polizeizone Weser-Goehl vernommen und seine Aussage wurde berücksichtigt.

BEGRÜNDUNG DES BESCHLUSSES:

In Anwendung von Artikel 7 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern ist es erforderlich, den Betreffenden unverzüglich zur Grenze zurückführen zu lassen, mit Ausnahme der Grenzen zu den Staaten, die den Schengen-Besitzstand(2) anwenden, und zwar aus folgenden Gründen:

Grund, aus dem keine Frist für eine freiwillige Ausreise eingeräumt wurde:

Bei dem Betreffenden besteht Fluchtgefahr:

4. Der Betreffende hat deutlich gemacht, eine Entfernungsmaßnahme nicht befolgen zu wollen.

Der Betreffende hat der Anweisung das Staatsgebiet zu verlassen, die ihm am 06.07.2022 notifiziert worden ist, nicht Folge geleistet. Er hat nicht nachgewiesen, dass er diesen Beschluss ausgeführt hat.

Es ist ein Protokoll erstellt worden, in dem ihm folgende Verstöße zur Last gelegt werden: Diebstahl mit Einbruch in einem Altersheim. (Protokoll der Polizei von Weser – Goehl).

In der Vergangenheit wurde die Betreffende 4-mal verurteilt.

07.05.2014: Diebstahl mit Einbruch und Bandenbildung: 40 Monate Gefängnis

07.07.2015: Drohungen und verbotenes Tragen von Waffen: 10 Monate Gefängnis

10.11.2015: Diebstahl mit Einbruch: 15 Monate Gefängnis

04.04.2022: Körperverletzung und Angriff auf einen Partner - Zivildienst von 80 Stunden

In Anbetracht der gewinnbringenden Art dieser Taten, die Wiederholung und der sozialen Auswirkung dieser Taten kann geschlussfolgert werden, dass der Betreffende aufgrund seines Verhaltens die öffentliche Ordnung beeinträchtigen könnte.

Der Betreffende ist am 02.06.2024 von den Diensten der Polizeizone Weser-Goehl vernommen worden und hat keinerlei Gründe angeführt, aus denen er nicht in sein Herkunftsland zurückkehren kann.

Der Betreffende führt keinen Sachverhalt an, durch den nachgewiesen wird, dass er an einer Krankheit leidet, die ihn daran hindert, in sein Herkunftsland zurückzukehren.

Artikel 3 der EKMR gewährleistet nicht das Recht, auf dem Staatsgebiet eines Staates zu verbleiben, nur weil dieser Staat bessere medizinische Pflege als das Herkunftsland anbieten kann und die Umstände für die Entfernung den Gesundheitszustand oder die Lebenserwartung des Ausländers beeinflussen. Diese Sachverhalte reichen nicht aus, um einen Verstoß gegen die Bestimmungen dieser Konvention darzustellen. Nur in ganz besonderen Fällen, in denen humanitäre Gründe gegen eine Zwangsentfernung sprechen, steht ein Verstoß gegen Artikel 3 der Europäischen Konvention zur Debatte; dies scheint jedoch im vorliegenden Fall nicht zuzutreffen.

Festhaltung

BEGRÜNDUNG DES BESCHLUSSES

In Anwendung von Artikel 7 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern muss der Betreffende festgehalten werden, da seine Rückführung zur Grenze nicht unmittelbar ausgeführt werden kann, und auf der Grundlage folgender Sachverhalte:

Bei dem Betreffenden besteht Fluchtgefahr:

4. Der Betreffende hat deutlich gemacht, eine Entfernungsmaßnahme nicht befolgen zu wollen.

Der Betreffende hat der Anweisung das Staatsgebiet zu verlassen, die ihm am 06.07.2022 notifiziert worden ist, nicht Folge geleistet. Er hat nicht nachgewiesen, dass er diesen Beschluss ausgeführt hat.

Aufgrund des Vorhergehenden kann geschlussfolgert werden, dass der Betreffende den gegen ihn gefassten Verwaltungsbeschlüssen nicht Folge leisten will, und das Risiko besteht, dass er sich den zuständigen Behörden entzieht. Aus diesem Grund ist es erforderlich, ihn dem Ausländeramt zu überantworten.

Der Betreffende muss dem Ausländeramt überantwortet werden, damit er den nächsten Flug nach Kosovo nehmen kann.”.

2. Recevabilité de la demande de suspension d'extrême urgence.

Le Conseil rappelle que la requête en suspension d'extrême urgence est soumise à l'article 39/82, § 4, de la loi précitée du 15 décembre 1980, lequel est libellé comme suit :

« Lorsque l'étranger fait l'objet d'une mesure d'éloignement ou de refoulement dont l'exécution est imminente, en particulier lorsqu'il est maintenu dans un lieu déterminé visé aux articles 74/8 et 74/9 ou est mis à la disposition du gouvernement, il peut, s'il n'en a pas encore demandé la suspension par la voie ordinaire, demander la suspension de l'exécution en extrême urgence de cette mesure dans le délai visé à l'article 39/57, § 1er, alinéa 3 ».

L'article 39/57, § 1er, alinéa 3, susvisé, de la même loi, prévoit quant à lui ceci :

« La demande visée à l'article 39/82, § 4, alinéa 2, est introduite, par requête, dans les dix jours suivant la notification de la décision contre laquelle elle est dirigée. Lorsque qu'il s'agit d'une deuxième mesure d'éloignement ou de refoulement, le délai est réduit à cinq jours » (le Conseil souligne).

En l'espèce, le Conseil observe que l'ordre de quitter le territoire querellé a été pris le 2 juin 2024 et notifié le 3 juin 2024. Il n'est pas contesté que, d'une part, l'ordre de quitter le territoire attaqué n'est pas le premier que le requérant reçoit et, d'autre part, que la demande de suspension d'extrême urgence a été introduite plus de cinq jours après la notification de l'acte litigieux.

Le Conseil observe également que l'acte de notification de la décision entreprise mentionne, entre autres, ce qui suit :

« (...) Sauf accord de l'intéressé, il ne sera procédé à l'exécution forcée de la mesure qu'après l'expiration du nouveau délai de recours visé à l'article 39/57, §1er, alinéa 3, qui est de 10 jours ou après l'arrêt de rejet de la demande en extrême urgence. Lorsqu'il s'agit d'une deuxième décision d'éloignement ou de refoulement, le délai est réduit à 5 jours. (...) » (traduction libre de l'allemand vers le français).

En conséquence, dans la mesure où le requérant a déjà fait l'objet de plusieurs ordres de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement depuis son dernier rapatriement, le 12 mai 2016, le 7 décembre 2018, le 5 avril 2022, la requête en suspension d'extrême urgence, en ce qu'elle est dirigée contre l'acte présentement analysé, devait être introduite dans les cinq jours à dater de la notification de cette mesure. Dès lors, le délai prescrit pour former ledit recours commençait à courir le 4 juin et expirait le 9 juin 2024.

Le Conseil ne peut cependant que constater que celui-ci n'a été introduit que le 10 juin 2024, soit après l'expiration du délai légal, lequel est d'ordre public, et cela sans que la partie requérante démontre avoir été placée dans l'impossibilité absolue d'introduire son recours dans le délai prescrit.

En l'absence d'une telle cause de force majeure dans le chef du requérant et dès lors que la partie requérante, invitée à l'audience à faire valoir ses éventuelles observations quant à cette exception d'irrecevabilité soulevée d'office, ne conteste aucunement les constats posés ci-avant. Il s'impose par conséquent de conclure que le présent recours ne peut qu'être déclaré irrecevable *ratione temporis*.

3. Dépens.

En application de l'article 39/68-1, § 5, alinéas 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980, la décision sur le droit de rôle, ou son exemption, sera réglée le cas échéant à un stade ultérieur de la procédure.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La demande de suspension d'extrême urgence est rejetée.

Article 2

Les dépens sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le treize juin deux mille vingt-quatre, par :

E. MAERTENS,

Présidente de chambre,

E. TREFOIS,

Greffière.

La Greffière,

La Présidente,

E. TREFOIS

E. MAERTENS